

Mr. DIHIGO (Cuba) recalled that, during the last session of the General Assembly, Cuba, India and Panama had presented a resolution¹ to the General Assembly denouncing genocide as a crime under international law. Now that a draft convention had been presented, in accordance with the terms of that resolution, it should be approved, amended or rejected.

He disagreed with the view that adoption of the convention would weaken the prevailing law. Although some principles of international law were universally recognized, many points of law had not obtained express ratification by States and were not even accepted by authorities on law. The principles of the Nürnberg Charter had not been adopted by all countries, and to argue that a draft convention would weaken the position of prevailing international law would make all codification of international law seem useless. All that existed at present to restrain the crime of genocide was a resolution of the General Assembly², which was not obligatory. Penal law should be interpreted restrictively, and *ex post facto* penal laws were not regarded with favour. Hence unless the General Assembly resolution were amplified by more precise statements, it might cause any court to hesitate in condemning perpetrators of the crime of genocide. The General Assembly should pass a new resolution condemning the crime of genocide, and the Member States should be requested to ratify a convention with binding force. Even if certain States failed to ratify the convention, the resolution would still exist as a moral force created by the consensus of opinion of a world-wide assembly.

The meeting rose at 1.15 p.m.

FORTY-FIRST MEETING

Held at Lake Success, New York, on Friday, 3 October 1947, at 11 a.m.

Chairman: Mr. EL-KHOURI (Syria).

12. Continuation of the discussion on procedures and organization of the General Assembly: Communication from Sub-Committee 3 (document A/C.6/157)

The CHAIRMAN announced that a communication had been received from Sub-Committee 3 on the Rules of Procedure and Organization of the General Assembly (document A/C.6/157),

¹ See *Official Records of the second part of the first session of the General Assembly, Sixth Committee, Annex 15, page 242.*

² See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, pages 188 and 189.*

M. DIHIGO (Cuba) rappelle que, lors de la dernière session de l'Assemblée générale, le Panama, l'Inde et Cuba ont présenté à l'Assemblée générale une résolution¹ dénonçant le génocide comme un crime du droit des gens. Or, un projet de convention a été présenté, conformément aux termes de cette résolution, et ce projet doit être adopté, amendé ou écarté.

M. Dihigo ne partage pas l'opinion selon laquelle l'adoption de la convention affaiblirait le droit en vigueur. Bien que certains principes de droit international soient universellement reconnus, de nombreux cas particuliers n'ont pas été expressément ratifiés par les Etats et ne sont même pas acceptés par des juristes qui font autorité. Les principes du Statut de la Cour de Nuremberg n'ont pas été adoptés par tous les pays et on semblerait, en faisant valoir qu'un projet de convention affaiblirait la situation du droit international en vigueur, vouloir faire croire que toute codification du droit international serait inutile. Il n'existe à l'heure actuelle, pour empêcher le crime de génocide, qu'une résolution de l'Assemblée générale² qui n'a pas force obligatoire. La loi pénale doit être interprétée d'une manière restrictive et les lois pénales rétroactives sont considérées défavorablement. Par conséquent, à moins que la résolution de l'Assemblée générale soit complétée par des déclarations plus précises, tout tribunal pourrait hésiter à condamner les auteurs du crime de génocide. L'Assemblée générale devrait adopter une nouvelle résolution condamnant le crime de génocide, et l'on devrait demander aux Etats Membres de ratifier une convention ayant force obligatoire. Même si certains Etats s'abstenaient de ratifier la convention, la résolution n'en subsisterait pas moins en tant que force morale créée par l'opinion unanime d'une assemblée mondiale.

La séance est levée à 13 h. 15.

QUARANTE ET UNIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le vendredi 3 octobre 1947, à 11 heures.

Président: M. EL-KHOURI (Syrie).

12. Suite de la discussion sur le règlement et l'organisation de l'Assemblée générale: Communication adressée par la Sous-Commission 3 (document A/C.6/157)

Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu une communication adressée par la Sous-Commission 3, chargée du règlement intérieur et de l'organisation de l'Assemblée générale (document A/C.6/157);

¹ Voir les *Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, sixième commission, Annexe 15, page 242.*

² Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, pages 188 et 189.*

requesting that delegations present their proposals with reference to part III of the report of the Committee on Procedures and Organization (document A/388) before midnight on 9 October 1947.

The communication was read by the Committee Secretary.

In response to an observation made by the representative of the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, the CHAIRMAN observed that, although it was not imperative, it would be advisable for members to refrain from submitting amendments when the item came back to the full Committee.

13. Continuation of the discussion on the draft convention on the crime of genocide (documents A/362, A/401, A/401/Add.1, A/C.6/147, A/C.6/149, A/C.6/151 and A/C.6/155)

Mr. SPYROPOULOS (Greece) recalled that certain delegations had expressed doubt as to the usefulness of a convention on genocide, as it embraced certain cases already covered by the laws of the individual countries. He reminded the Committee that the convention would cover items not covered by such laws. He believed that the signing of such a convention was desirable, and in principle, therefore, he was ready to support the proposal of the United Kingdom delegation (document A/C.6/155).

Mr. CASTBERG (Norway) felt that a convention on genocide should be established as soon as possible. Such a convention would not weaken the principles already prevailing as embodied in the Nürnberg Charter and Judgment. One of the primary objectives of the convention was to punish acts committed in an official capacity; it was directed against States. Supplemental provisions as to specific acts would be necessary. The convention on genocide should contain a provision to the effect that serious political crimes should be punished by an international criminal court, and not by national courts.

He proposed that a sub-committee should be established to study the matter.

Mr. LACHS (Poland) said that, during the first session of the General Assembly, the need for a convention on genocide had been stressed. Genocide, in its fullest aspects, was not covered by the principles of the Nürnberg Charter and Judgment. Physical genocide was only the extreme degree in which the crime showed itself. He was concerned with genocide on a wider plane: the forms of genocide which did not mean physical extermination, such as discrimination

il y est demandé que les délégations présentent le 9 octobre 1947 avant minuit, leurs propositions relatives à la partie III du rapport du Comité chargé d'étudier les questions du règlement et d'organisation (document A/388).

Le Secrétaire de la Commission donne lecture de cette communication.

Répondant à une observation du représentant de l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, le PRÉSIDENT fait observer que, même s'ils n'y sont pas officiellement astreints, les membres de la Commission agiraient sagement en s'abstenant de soumettre des amendements lorsque la question reviendra devant la Commission siégeant en séance plénière.

13. Suite de la discussion sur le projet de convention sur le crime de génocide (documents A/362, A/401, A/401/Add.1, A/C.6/147, A/C.6/149, A/C.6/151 et A/C.6/155)

M. SPYROPOULOS (Grèce) rappelle que certaines délégations ont exprimé des doutes quant à l'utilité d'une convention sur le génocide, celle-ci englobant certains cas déjà prévus par la législation des divers pays. Il rappelle à la Commission que, en fait, la convention englobera des questions qui ne sont pas prévues par lesdites législations. Il estime donc que la conclusion d'une telle convention est souhaitable et se déclare prêt, en principe, à appuyer la proposition de la délégation du Royaume-Uni (document A/C.6/155).

M. CASTBERG (Norvège) considère qu'il considère qu'il convient d'établir aussitôt que possible une convention sur le génocide. Celle-ci ne portera pas atteinte aux principes déjà établis, principes énoncés par le Statut de la Cour de Nuremberg et l'arrêt de cette Cour. Un des buts essentiels de la convention est de réprimer des actes commis à titre officiel; elle est dirigée contre les Etats. Des dispositions supplémentaires, relatives à des cas d'espèce, sont nécessaires. La convention sur le génocide doit contenir une disposition prévoyant que les crimes politiques graves seront réprimés par une cour pénale internationale et non par des cours nationales.

Le représentant de la Norvège propose de créer une sous-commission pour étudier la question.

M. LACHS (Pologne) rappelle que, au cours de la première session de l'Assemblée générale, on a souligné la nécessité d'une convention sur le génocide. Tous les aspects de ce crime ne se trouvent pas compris dans les principes du Statut de la Cour de Nuremberg et de l'arrêt de cette Cour. Le génocide physique n'est que la forme extrême sous laquelle ce crime se manifeste. Le représentant de la Pologne est soucieux de voir traiter le génocide sur un plan plus large, en se préoccupant

against race, religion, and so forth. He observed that biological genocide, once committed, brought irreparable loss to humanity; any repressive action in that respect always came too late. Mr. Lachs again submitted, as he had done at the first session of the General Assembly, a proposal advocating the outlawing of propaganda against racial, religious and national groups. For that purpose, also, he felt that a convention was necessary.

As certain points in the convention, such as the establishment of an international criminal court, required detailed study, he suggested that the item should be transmitted to Sub-Committee 2.

Mr. ABELLO (Philippines) asked for the implementation of the Assembly's resolution No. 96 (I)¹. He felt that the principles established at the Nürnberg trial did not sufficiently cover the matter of genocide. A more specific definition of genocide and provisions for deterring its perpetration were needed. He favoured a convention whereby the crime of genocide would be punished by an international criminal court rather than by national courts, even if to do so implied a waiver of sovereignty. He seconded the motion to refer the matter to a special sub-committee.

Mr. VIEYRA (Argentina) considered that to refer the matter to the international law commission would cause too long a delay. It should be referred now to a special sub-committee. He supported the proposal by the representative of Venezuela that the Committee on the Progressive Development of International Law and its Codification should continue the consideration of the draft convention on the crime of genocide prepared by the Secretariat and present a final draft to the third session of the General Assembly.

Mr. DURDENEVSKY (Union of Soviet Republics) observed that the lack of comment on the part of Governments evidenced the fact that the problem of genocide was a complex one, requiring further study. The creation of an international criminal court was a delicate matter, as it touched on the sovereignty of States. The draft was still in a preliminary stage and could only be considered to be a working paper; and, together with the comments of various Governments, it should be carefully considered by the Economic and Social Council or by the international law commission. He supported the last part of the United

des formes de génocide telles que les mesures de discrimination raciale, religieuse, etc., qui n'impliquent pas d'extermination physique. Il faut observer que le génocide biologique, une fois commis, cause une perte irréparable à l'humanité; toute action répressive entreprise dans ce domaine se produit toujours trop tard. M. Lachs soumet à nouveau, comme il l'avait fait lors de la première session de l'Assemblée générale, une proposition tendant à la mise hors la loi de la propagande contre des groupes raciaux, religieux et nationaux. Il estime que, à cette fin également, l'existence d'une convention s'impose.

Comme certains points de la convention, tels que la création d'une cour pénale internationale, exigent un examen approfondi, il propose que la question soit transmise à la Sous-Commission 2.

M. ABELLO (Philippines) demande qu'on se conforme à la résolution de l'Assemblée No 96 (I)¹. Il estime que les principes établis lors du procès de Nuremberg ne couvrent pas suffisamment les divers aspects du génocide. On a besoin d'une définition plus précise de ce crime, ainsi que de dispositions l'empêchant d'être commis. Il se prononce en faveur d'une convention en vertu de laquelle le crime de génocide serait puni par une cour pénale internationale plutôt que par des cours nationales, quand bien même cette procédure impliquerait un abandon de souveraineté. Il s'associe à la motion tendant à renvoyer la question à une sous-commission spéciale.

M. VIEYRA (Argentine) estime que le renvoi de la question à la commission du droit international causerait un trop long délai. Il convient donc de la renvoyer dès maintenant à une sous-commission spéciale. L'orateur appuie la proposition du représentant du Venezuela, demandant que la Commission pour le développement progressif du droit international et sa codification poursuive l'examen du projet de convention préparé par le Secrétariat sur le crime de génocide, et soumette un projet définitif à l'Assemblée générale lors de sa troisième session.

Pour M. DURDENEVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), le fait que les Gouvernements n'ont pas présenté d'observations montre clairement que le génocide est une question complexe qu'il convient d'étudier plus à fond. La création d'une cour pénale internationale constitue une question fort délicate, car elle touche à la souveraineté des Etats. Le projet de convention n'est encore qu'à l'état d'ébauche, et on ne peut le considérer que comme un document de travail. Il devra être étudié avec soin par le Conseil économique et social ou par la commission du droit international, conjointement avec les observations

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session*, page 188.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session*, page 188.

Kingdom proposal (document A/C.6/155) and proposed that the three draft resolutions before the Committee (documents A/C.6/149, A/C.6/151, A/C.6/155) together with any amendments should be submitted to Sub-Committee 2, which would present a single draft to the full Committee.

Mr. HSU (China) felt that genocide was a proper matter for consideration by the international law commission. As the members of the commission would not be elected during the present session of the General Assembly, an interim body would be required in order to prepare its task. Consideration of the item of genocide might be referred to that interim body.

Mr. YEPES (Colombia) favoured referring the draft back for further study by the Committee on the Progressive Development of International Law and its Codification, as proposed by the representative of Venezuela. In his opinion the United Nations had a duty under the Charter to take measures against genocide.

Mr. PIRZADA (Pakistan) favoured a convention on genocide, believing that it would prove effective in preventing the crime, and that the General Assembly resolution demanded it. He supported the view that the draft should be sent back to the Economic and Social Council or referred to a sub-committee for further study.

Mr. DE LAVALLE (Peru) agreed with the proposal made by the representative of Venezuela. He favoured a convention which would be positive law on the subject of genocide, and his country was prepared to include the same provisions in the Peruvian national legislation. He also considered that an international criminal court should be given jurisdiction with respect to that crime.

Mr. VIEUX (Haïti) was of the opinion that there should be a comprehensive convention dealing with the crime of genocide. Nations should renounce the principle of sovereignty for the sake of humanity. He took the view that the Secretariat draft should be referred to a special sub-committee, which would report promptly to the full Committee, in order that a draft convention on genocide might be completed at the present session of the General Assembly.

Mr. BARTOS (Yougoslavie) favoured a comprehensive definition of genocide. His delegation agreed in principle with the draft submitted by the Secretariat. He saw the force of the United Kingdom arguments and was uncertain whether a convention or a restatement of principles was the best method in the matter. Even if no conven-

présentées par les divers Gouvernements. L'orateur approuve la partie finale de la proposition du Royaume-Uni (document A/C.6/155) et suggère que les trois projets de résolution dont la Commission est saisie (documents A/C.6/149, A/C.6/151, A/C.6/155) soient, ainsi que tous amendements, soumis à la Sous-Commission 2, qui présentera à la Commission un projet unique.

M. HSU (Chine) estime que le génocide est une question dont l'examen est tout à fait du ressort de la commission du droit international. Comme les membres de cette commission ne seront pas élus à la présente session de l'Assemblée générale, il y aura lieu de créer, pour préparer ses travaux, un organisme provisoire. L'examen de la question du génocide pourrait être confié à cet organisme.

M. YEPES (Colombie) est partisan de renvoyer le projet de convention à la Commission pour le développement progressif du droit international et sa codification, afin qu'il y fasse l'objet d'un examen plus approfondi, comme le propose le représentant du Venezuela. A son avis, la Charte fait un devoir aux Nations Unies de prendre des mesures contre le génocide.

M. PIRZADA (Pakistan) préconise une convention sur le génocide parce qu'elle empêchera efficacement de perpétrer ce crime et que l'élaboration de cette convention est exigée par une résolution de l'Assemblée générale. Il estime qu'il convient de renvoyer le projet au Conseil économique et social ou à une sous-commission pour examen plus approfondi.

M. DE LAVALLE (Pérou) approuve la proposition soumise par le représentant du Venezuela. Il est partisan d'une convention qui ferait loi en matière de génocide, et le Pérou est prêt à incorporer les dispositions de cette convention dans sa législation nationale. De plus, il est d'avis de donner à une cour pénale internationale la compétence nécessaire pour juger ce crime.

M. VIEUX (Haïti) estime qu'il devrait y avoir une convention générale relative au crime de génocide. Il faut que les nations renoncent au principe de la souveraineté dans l'intérêt de l'humanité. Le projet du Secrétariat devrait être envoyé à une sous-commission spéciale qui serait chargée de présenter rapidement un rapport à la Commission, afin qu'un projet de convention sur le génocide puisse être mis au point pendant la présente session de l'Assemblée générale.

M. BARTOS (Yougoslavie) voudrait que l'on établisse une définition complète des crimes de génocide. La délégation yougoslave accepte en principe le projet soumis par le Secrétariat. La force des arguments du Royaume-Uni n'échappe pas à l'orateur, et il se demande si le mieux serait de rédiger une convention ou d'enoncer à nouveau

tion were concluded, the matter would still require profound study and consultation with the Governments of all Member States.

He supported the proposal that the draft resolutions should be transmitted to Sub-Committee 2, so that the organ to which the General Assembly would refer the matter would receive a single draft to study, on which it could report to the third session of the General Assembly.

Mr. AMADO (Brazil) felt that, considering that the members of the international law commission would not be elected during the present session of the General Assembly, and that the Committee on the Progressive Development of International Law and its Codification had already finished its task, it would be advisable to establish an *ad hoc* committee which would study the draft convention on genocide in conjunction with the Economic and Social Council. Governments should again be requested to send in their comments. He also considered that the matter should be referred to Sub-Committee 2 which could study the proposals before the Committee in the light of the general discussion and present a text to the full Committee.

Mr. CHAUMONT (France) could not agree with the proposals submitted by the delegations of Venezuela (document A/C.6/149), the Union of Soviet Socialist Republics (document A/C.6/151) or the United Kingdom (document A/C.6/155). With reference to the proposal made by the delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, the Committee was not legally obliged to await comments by Governments before beginning its work; that attitude might cause endless delays. As the Economic and Social Council had considered the matter without much success, it should not be referred back to that Council.

As regards the United Kingdom proposal, General Assembly resolution No. 96 (I) of 11 December 1946 was more comprehensive, and he doubted the advisability of re-opening the disputed point of the criminal responsibility of States. Governments could not be asked to embody the principles of the draft convention in their national legislation before that convention had been studied thoroughly by the Committee. There should be no further delay. Mr. Chaumont proposed that the matter should be referred to Sub-Committee 2, which would have the dual task of defining clearly the crime of genocide and of setting up the mechanism for the repression of that crime.

Mr. CORRÉA (Ecuador) supported in principle the draft resolution submitted by the delegation of Venezuela and the suggestion made by the

des principes. Même si une convention n'était pas conclue, la question aurait besoin d'être étudiée à fond et il faudrait à ce sujet consulter les gouvernements de tous les Etats Membres.

Il appuie la proposition tendant à transmettre les projets de résolution à la Sous-Commission 2, afin que l'organe auquel l'Assemblée générale renverra la question ne reçoive qu'un seul projet sur lequel il puisse présenter un rapport à la troisième session de l'Assemblée générale.

M. AMADO (Brésil) estime que, étant donné que les membres de la commission du droit international ne seront pas élus pendant la présente session de l'Assemblée générale, et que la Commission pour le développement progressif du droit international et sa codification a déjà achevé ses travaux, il serait bon de créer un comité *ad hoc* qui étudierait le projet de convention sur le génocide en liaison avec le Conseil économique et social. Il faudrait demander de nouveau aux Gouvernements de communiquer leurs observations. En outre, il conviendrait d'envoyer la question à la Sous-Commission 2, qui étudierait les propositions soumises à la Commission en tenant compte de la discussion générale, et présenterait un projet à la Commission plénière.

M. CHAUMONT (France) ne peut accepter ni la proposition présentée par la délégation du Venezuela (document A/C.6/149), ni celle de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (document A/C.6/151), ni celle du Royaume-Uni (document A/C.6/155). En ce qui concerne la proposition présentée par la délégation de l'URSS, il estime que la Commission n'est pas tenue, en droit, d'attendre, pour se mettre à l'œuvre, que les Gouvernements aient envoyé leurs observations. Cette attitude pourrait entraîner des retards interminables. Etant donné que le Conseil économique et social a examiné la question sans beaucoup de succès, il ne convient pas de la lui renvoyer.

Pour ce qui est de la proposition du Royaume-Uni, le représentant de la France fait observer que la résolution de l'Assemblée générale No 96 (1) du 11 décembre 1946 est d'une portée plus large, et il se demande s'il est utile de rouvrir la question si controversée de la responsabilité criminelle des Etats. On ne peut demander aux Gouvernements d'introduire dans leur législation nationale les principes contenus dans le projet de convention, avant même que la Commission ait procédé à un examen approfondi de ce projet. Il ne faudrait plus perdre de temps. M. Chaumont propose de renvoyer la question à la Sous-Commission 2, dont la tâche sera double : définir clairement le crime de génocide, et concevoir les moyens de le réprimer.

M. CORRÉA (Equateur) appuie, en principe, le projet de résolution présenté par la délégation du Venezuela ainsi que la proposition du représentant

representative of Brazil. The course he favoured was to appoint a sub-committee to draw up a single and unified text on the crime of genocide.

The meeting rose at 1.15 p.m.

FORTY-SECOND MEETING

*Held at Lake Success, New York, on Monday,
6 October 1947, at 3 p.m.*

Chairman: Mr. EL-KHOURI (Syria).

14. Discussion on the draft convention on the crime of genocide (documents A/362, A/401, A/401/Add.1, A/C.6/147, A/C.6/149, A/C.6/151, A/C.6/155, A/C.6/159 and A/C.6/160)

Mr. PALZA (Bolivia) supported the Venezuelan proposal document A/C.6/149). He agreed in principle with the draft convention prepared by the Secretariat (document A/362), but felt that there should be a supplemental provision therein dealing with "economic genocide", that is, genocide committed by means of the economic destruction of whole groups of people. He urged the necessity for speed, as world public opinion expected the United Nations to take action.

Mr. RAAFAT (Egypt) supported the USSR proposal (document A/C.6/151) provided that Governments be requested to send their comments promptly, as expressed in the amendment presented by his delegation (A/C.6/159).

Mr. SPACEK (Czechoslovakia) seconded the USSR proposal to the effect that all proposals be referred to Sub-Committee 2, which would present to the full Committee a single text.

Mr. ALVAREZ (Chile) also urged the necessity for speed. He pronounced himself in favour of a convention on genocide and supported the Venezuelan proposal.

Mr. MENDEZ (Panama) wanted a decision to be taken during this session of the General Assembly, and together with the representatives of CUBA and INDIA proposed the following draft resolution:

"The Sixth Committee,

"Considering the importance and urgency of concluding immediately a convention on the crime of genocide, in compliance with the resolution of the General Assembly, 96 (I)¹ of December 11, 1946;

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, pages 188 and 189.*

du Brésil. Il préconise la création d'une sous-commission chargée d'établir un seul texte unifié sur le crime de génocide.

La séance est levée à 13 h. 15.

QUARANTE-DEUXIEME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New York,
le lundi 6 octobre 1947 à 15 heures.*

Président: M. EL-KHOURI (Syrie).

14. Discussion du projet de convention sur le crime de génocide (documents A/362, A/401, A/401/Add.1, A/C.6/147, A/C.6/149, A/C.6/151, A/C.6/155, A/C.6/159 et A/C.6/160)

M. PALZA (Bolivie) soutient la proposition du Venezuela (document A/C.6/149). Il approuve en principe le projet de convention préparé par le Secrétariat (document A/362), mais estime que ce projet devrait contenir une disposition additionnelle, traitant du "crime de génocide économique", c'est-à-dire du crime de génocide commis en provoquant la ruine économique de groupes entiers de personnes. Il insiste sur la nécessité d'une action rapide, car l'opinion publique mondiale compte sur les Nations Unies pour prendre les mesures qui s'imposent.

M. RAAFAT (Egypte) soutient la proposition de l'URSS (document A/C.6/151), sous réserve qu'on demande aux Gouvernements d'envoyer sans retard leurs observations, comme le prévoit l'amendement présenté par sa délégation (document A/C.6/159).

M. SPACEK (Tchécoslovaquie) s'associe à la proposition de l'URSS, tendant à renvoyer toutes les propositions à la Sous-Commission 2, qui présenterait un texte unique à la Commission plénière.

M. ALVAREZ (Chili) insiste également sur la nécessité d'une action rapide, préconise l'adoption d'une convention sur le crime de génocide et appuie la proposition du Venezuela.

M. MENDEZ (Panama) demande qu'on prenne une décision au cours de la présente session de l'Assemblée générale et, de concert avec les représentants de CUBA et de l'INDE, présente le projet de résolution suivante:

"La Sixième Commission,

Considérant l'importance et l'urgence qu'il y a à conclure immédiatement une convention sur le crime de génocide, conformément à la résolution de l'Assemblée générale No 96 (I)¹, du 11 décembre 1946;

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, pages 188 et 189.*